



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 2008-0081

A R R E T E

prescrivant la réalisation d'un bilan de fonctionnement à AREVA NC

Le Préfet de la Creuse
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier National de l'Ordre du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Code Minier ;
- Vu le Code de la Santé Publique ;
- VU l'ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 relative à la transposition de directives communautaires dans les domaines de la protection contre les rayonnements ionisants ;
- VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 relatif aux bilans de fonctionnement des installations classées ;
- VU la liste des concessions et des permis d'exploitation et de recherche mentionnés à l'annexe 1 autorisant la Compagnie Française de Mokta (CFM), la Société des Mines de Jouac (SMJ), la Société Total Compagnie Minière France (TCMF), la Compagnie Française des Minerais d'Uranium (CFMU) et la Société Centrale de l'Uranium et des Minerais et Métaux Radioactifs (SCUMRA) à exploiter diverses mines en Creuse ;
- Vu l'extrait du registre du commerce et des sociétés transférant le contrôle de ces sociétés à la société COGEMA devenue AREVA NC ;

VU les rapports et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) en date du 14 décembre 2007 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 8 janvier 2008 ;

CONSIDERANT que, pour garantir les intérêts mentionnés aux articles 79 du Code Minier et L. 511-1 du Code de l'Environnement susvisés, il est nécessaire de s'assurer que l'organisation du dispositif de surveillance répond à l'objectif de suivi de l'impact global des sites et, le cas échéant, de réviser les prescriptions encadrant ce dispositif ;

CONSIDERANT que les objectifs de la surveillance de l'environnement visent, notamment, à apprécier le comportement au cours du temps des différents ouvrages et à améliorer la compréhension des phénomènes de transfert de substances dangereuses en mettant, en particulier, en évidence l'évolution de la radioactivité des différents compartiments de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'efficacité des techniques disponibles a évolué ;

CONSIDERANT qu'il convient de s'assurer que l'évolution progressive dans le temps de ces mines et installations classées depuis l'arrêt de leur exploitation et leur réaménagement reste compatible avec la protection des intérêts mentionnés aux articles 79 du Code Minier et L. 511-1 du Code de l'Environnement et permettra la transition vers une surveillance passive ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'aborder l'impact actuel et futur de ces établissements et exploitations de manière globale et hiérarchisée ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la loi ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse,

A R R E T E

Article 1er - Bilan de l'environnement

Pour l'ensemble des établissements listés en annexe 1, la société AREVA NC est tenue de réaliser un bilan de l'environnement qui devra contenir :

1. une présentation des sites et de leur environnement en mettant en évidence les relations éventuelles d'un site à l'autre d'un point de vue géographique, hydraulique et hydrogéologique notamment ;
2. une description des déchets et résidus d'exploitation présents ou sortis de chacun des sites, y compris ceux provenant du démantèlement des installations, en précisant leur origine, leurs caractéristiques, les volumes correspondants et leur destination ; le stockage de déchets en provenance de tierces installations sera également pris en compte ;
3. un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui auraient pu porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et à l'article 79 du Code Minier ;
4. une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et des risques et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable et par rapport aux recommandations de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) ; cette synthèse inclura, notamment, une description des dispositifs de surveillance de l'environnement ;

5. un bilan de la situation réglementaire des différents sites au regard des textes européens, nationaux et des arrêtés préfectoraux ;
6. une analyse de l'évolution des flux et concentrations des principaux polluants au niveau des rejets et dans l'environnement s'appuyant a minima sur les données recueillies au cours de la période décennale passée ; cette analyse devra mettre en évidence l'efficacité des dispositifs mis en place (couverture, traitement des eaux, en particulier) et leur évolution dans le temps ;
7. une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et à l'article 79 du Code Minier, en particulier vis-à-vis de la santé et des risques pour la population ; une description des groupes de référence sera proposée en tenant compte des possibilités de cumul des impacts des divers sites ;
8. les actions en matière de prévention et de réduction des pollutions et des risques au cours de la période décennale passée ;
9. les mesures envisagées pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients éventuels des exploitations et installations ; l'évaluation de l'impact et des dangers liés à ces mesures devra être hiérarchisée et faire l'objet d'un échéancier de réalisation ; elles comprendront des propositions visant à améliorer l'organisation du dispositif global de suivi de l'ensemble des sites ; en terme de radioprotection, l'exploitant devra démontrer qu'il optimise le degré de protection.

Pour la réalisation de ce document, l'exploitant peut regrouper les informations par bassin versant ou selon tout autre regroupement qu'il juge pertinent pour appréhender les impacts environnementaux dans leur globalité.

Ce document doit être remis en cinq exemplaires au Préfet de la Creuse et trois exemplaires remis à la DRIRE - dont un sous forme informatique - pour le 31 décembre 2008 au plus tard.

Article 2 - Rapport annuel de suivi des sites

A partir de l'année 2008, AREVA NC adresse chaque année, avant le 30 avril de l'année N+1, un rapport relatif au suivi de ses sites, portant notamment sur l'évolution des caractéristiques essentielles du milieu environnant et de l'impact sur la population. Ce document doit être remis en cinq exemplaires au Préfet de la Creuse et trois exemplaires remis à la DRIRE, dont un sous forme informatique.

Article 3 - Expertise tierce

Sur des sujets particuliers, le Préfet peut demander une tierce expertise dont la charge financière incombe à AREVA NC. Dans ce cas, la tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur expert, choisi en accord avec l'administration.

Article 4 - Exposition des populations

La somme des doses efficaces totales ajoutées reçues par une personne du public, estimée en tenant compte de l'exposition due aux établissements et installations visés par cet arrêté, devra être maintenue au niveau le plus faible qu'il est raisonnablement possible d'atteindre, compte tenu de l'état des techniques et des facteurs économiques et sociaux. En tout état de cause, elle ne doit pas excéder 1 mSv par an.

Pour le calcul de ces doses, un scénario réaliste d'exposition des personnes, décrivant notamment les groupes de référence et les voies d'atteinte à considérer est communiqué en trois exemplaires - dont un sous forme informatique - au plus tard le 30 juin 2008 à la DRIRE.

Ce scénario doit être conforme à la méthode d'évaluation de l'impact des sites de stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium élaborée par l'IRSN (rapport IRSN/DPRE/SERGD 01-53).

Article 5 - Information

Le bilan visé à l'article 1er ci-dessus sera présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Le rapport annuel de suivi des sites visé à l'article 2 ci-dessus est présenté par AREVA NC au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Une synthèse de ces bilans est mise à la disposition du public sur le site Internet de la DRIRE, à la suite de leur présentation devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Article 6 - Recours

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Limoges) dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. Un recours gracieux ou hiérarchique peut également être introduit dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Si l'administration n'a pas répondu à la demande au bout de deux mois, ce silence équivaut à une décision implicite de rejet qui ouvre le point de départ du délai contentieux de deux mois.

Article 7 - Sanctions

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, le titulaire de la présente autorisation s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les Codes Minier et de l'Environnement.

Article 8 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à AREVA NC.

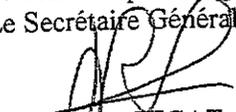
Article 9 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Sous-Préfet d'Aubusson et M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux :

- Directeur de AREVA NC,
- Maires des communes concernées (liste en annexe 2),
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin,
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Creuse, Chef de la Mission Inter-Services de l'Eau (MISE),
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Creuse,
- Directeur Régional de l'Environnement du Limousin, par intérim.

Fait à Guéret, le 21 JAN. 2000

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul VICAT

Pour copie conforme

Pour le Préfet
et par délégation,
L'Attaché Principal, Chef de Bureau




Thierry REMUZON

Annexe 1

Concession de Montilloux

Site de Champsanglard

Site de Coussat

- 27/09/1983 : arrêté préfectoral de déclaration d'ouverture de travaux ;
- 14/11/1989 : courrier donnant acte de la fin de travaux ;
- 01/07/1999 : arrêté préfectoral de suppression des contrôles.

Site de Lombarteix

Site du Montagaud

- 27/07/1986 : arrêté préfectoral de déclaration d'ouverture de travaux et de mise en exploitation de haldes et stériles ;
- 02/10/1986 : arrêté préfectoral d'exploitation de l'atelier de lixiviation.

Site du Vignaud

Site du Mas Roussines – Les Duges - Tirelangue

Site du Monteil

Site du Villard

Site de Salamanière

Concession d'Hyverneresse

Site d'Hyverneresse

- 13/10/1964 : ouverture des travaux ;
- 15/12/1989 : courrier donnant acte de la fin de travaux.
-

Site de La Brousse

Site de Crozant

Concession des Riots

Site de La Ribière

- 24/09/1960 : permis d'exploitation ;
- 08/07/1977 : arrêté préfectoral donnant acte de la déclaration d'arrêt de travaux ;
- 06/04/1999 : arrêté préfectoral de suppression des contrôles ;
- 13/01/2000 : arrêté préfectoral de modification de parcelles.
-

Site de Chaumailat

- 27/07/1976 : déclaration d'ouverture de travaux ;
- 08/07/1997 : arrêté préfectoral donnant acte de la déclaration d'abandon d'un site minier ;
- 27/04/1999 : arrêté préfectoral donnant acte de la déclaration d'arrêt définitif de travaux.

Concession de Fournioux

Site du Fournioux

- 05/05/1981 : arrêté préfectoral de déclaration d'ouverture d'une mine à ciel ouvert ;
- 28/12/1983 : arrêté préfectoral d'abandon de travaux.

Site de Lafat Vieille

Concession des Grands Champs

Site des Grands Champs

- 06/06/1986 : arrêté préfectoral donnant acte de la déclaration d'ouverture de travaux ;
- 16/03/1995 : arrêté préfectoral donnant acte de la déclaration d'arrêt de travaux ;
- 06/01/1999 : arrêté préfectoral de suppression de contrôles.

Permis d'exploitation ou de recherche

Site de Basseneuille

Site de La Cueillère

Site du Grand Peux

Site de Villepigui

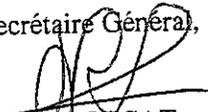
Vu pour être annexé

A notre arrêté en date de ce jour

Guéret, le 21 JAN. 2008

Pour le Préfet et par délégation,

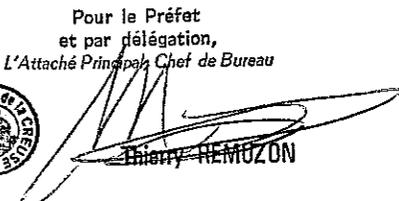
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul VICAT

Pour copie conforme

Pour le Préfet
et par délégation,
L'Attaché Principal, Chef de Bureau

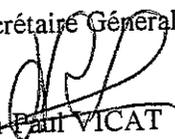



Thierry NEMOZON

Annexe 2
Communes concernées

- Anzème ;
- Bonnat ;
- Champsanglard ;
- Châtelus-le-Marcheix ;
- Chéniers ;
- Clugnat ;
- Crozant ;
- Croze ;
- Domeyrot ;
- Gioux ;
- Gouzon ;
- Jouillat ;
- Ladapeyre ;
- Roches ;
- Saint-Agnant-de-Versillat ;
- Saint-Martin-Château ;
- Vareilles.

Vu pour être annexé
A notre arrêté en date de ce jour
Guéret, le 21 JAN. 2009
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul VICAT

Pour copie conforme

Pour le Préfet
et par délégation,
L'Attaché Principal, Chef de Bureau




Henry REMUZON

